



DÉLÉGATION DES ALPES-MARITIMES

<https://alpesmaritimes.secours-catholique.org>

**« Chacun chez soi, oui,
chacun pour soi, non »,
Signez notre appel !**



PRISE DE POSITION

07/04/2020

Le Secours Catholique, avec d'autres associations de solidarité, lance un appel au chef de l'Etat pour « éviter le naufrage » de notre économie.

En cette période de crise sans précédent, nous sommes tous vulnérables. Et tous solidaires. Heureusement, cette solidarité est déjà à l'œuvre pour sauver des vies, comme pour éviter le naufrage de notre économie. Cette solidarité doit aussi nous permettre d'éviter un naufrage social. C'est le sens de l'appel que nous lançons au chef de l'État, et que nous vous invitons à signer et partager.

Pour les ménages modestes, à la crise sanitaire s'ajoute une crise sociale. Eux qui n'arrivent déjà pas à boucler les fins de mois en temps ordinaire, voient leurs ressources baisser avec le chômage technique, la disparition des petits boulots, des missions d'intérim, de l'économie souterraine. En parallèle, les dépenses augmentent, pour nourrir les enfants qui ne vont plus à la cantine, pour payer la consommation accrue de téléphonie, d'électricité et de chauffage, etc.

Pour éviter « un naufrage » de l'économie, l'État est prêt à dégager « les moyens financiers aussi longtemps que la crise durera ».

Le Secours Catholique attend de l'État qu'il en fasse autant pour éviter un naufrage social. Nous demandons le versement d'une prime de solidarité de 250 € par mois et par personne pour les ménages les plus en difficulté et les jeunes précaires, jusqu'à la reprise des cantines scolaires.

Après avoir sonné l'alarme dès le début de la crise, le Secours Catholique, en partenariat avec l'Uniopss, le Collectif ALERTE, la Fédération des Acteurs de la Solidarité, la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs France, ATD Quart Monde, APF France Handicap, lance aujourd'hui un appel en ce sens au chef de l'État.